

Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

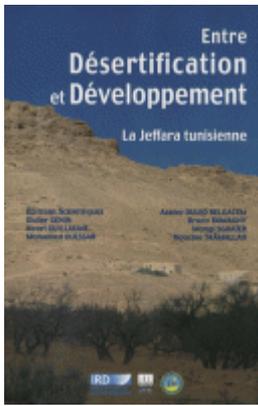
Lectures

Publications de 2006

Didier Génin, Henri Guillaume, Mohamed Ouessar, Azalez Ouled Belgacem, Bruno Romagny, Mongi Sghaier, Houcine Taâmallah (directeurs scientifiques), 2006, *Entre Désertification et développement La Jeffara tunisienne*, Ed. Cérès, IRA, IRD, Tunis, 351 p.

MÉLANIE REQUIER-DESJARDINS

Texte intégral



Afficher l'image

- 1 Réalisée par un collectif de chercheurs tunisiens et français, cette publication offre une analyse fine et pluridisciplinaire des bouleversements sociaux, économiques et environnementaux qu'a connus la Jeffara depuis le début du XXème siècle. Région du sud-est tunisien caractérisée par un climat aride et par la diversité de ses populations, la Jeffara s'étend du littoral à l'est, englobant l'île de Jerba, jusqu'aux zones de montagnes et de la vallée du Dahar vers l'ouest ; au sud, elle va jusqu'à la frontière libyenne.
- 2 Les documents utilisés pour conduire cette recherche sont variés : on soulignera l'élaboration d'un corpus de cartes thématiques qui facilite la compréhension de cet espace et des dynamiques territoriales en jeu. En plus des travaux scientifiques déjà disponibles sur la région, les données statistiques nationales multi-sectorielles, les documents et archives de projets de développement, les stratégies nationales et leur mise en œuvre à l'échelle sub-régionale sont également mobilisés. Au plan socio-économique, plusieurs séries d'enquêtes de terrain ont été menées auprès des autorités locales et des populations de la région, notamment des agriculteurs et agro-éleveurs. De nombreux autres documents, tableaux, graphiques ou photos viennent étayer au fil du texte les démonstrations, illustrer les résultats présentés et contribuer à la connaissance des grands enjeux de développement pour l'avenir de cette région.
- 3 Cette publication est donc à la fois une synthèse de travaux de recherche et la base indispensable sur laquelle travailler si on souhaite mettre en place de nouvelles actions ou programmes de développement dans la Jeffara tunisienne. Les analyses développées sur les évolutions socio-territoriales et les impacts des politiques publiques sectorielles conduisent à identifier les déséquilibres actuels, ainsi que les contraintes et les risques qui pèsent sur le devenir de cette région, dans un contexte international marqué à la fois par une ouverture croissante de l'économie et par un renforcement de l'aléa climatique. Aussi, ce travail est-il une référence en matière de méthodes et d'informations pour toute approche comparative ou portant sur d'autres régions arides, notamment du Maghreb.
- 4 L'ouvrage est structuré en cinq parties : la présentation des contraintes du milieu et les hommes, les politiques publiques, les populations rurales et leurs mobilités, les enjeux sur les ressources naturelles, puis, les perspectives de développement. Chaque partie est traitée à partir d'une approche historique et de façon relativement indépendante des autres, ce qui amène à de nombreux recoupements entre des chapitres de parties différentes. Mais le point d'entrée est à chaque fois distinct.
- 5 La thématique de la désertification est fortement mise en contexte au point de se fondre dans l'étude des modes de vie, des évolutions sociales et économiques, des compétitions sectorielles sur les ressources naturelles y compris sur l'eau et plus globalement dans l'exercice d'analyse des choix de développement territoriaux. Cette approche est un atout dans la mesure où elle permettra d'appréhender localement et socialement l'ensemble des activités économiques et leurs conséquences sur les ressources d'une part, et d'autre part de mieux lier les enjeux économiques et stratégiques du développement de la région aux aspects d'environnement et de désertification.

- 6 Le traitement des migrations, composante essentielle des revenus et des investissements locaux, notamment dans les exploitations agricoles familiales, appelle de nombreuses questions à lier au développement : par exemple, peu d'informations quantitatives sont de fait disponibles sur les niveaux de transfert à l'échelle de la région mais l'importance de leur contribution aux revenus familiaux est attestée dans plusieurs chapitres ; le commerce avec la Libye, autre moteur de l'économie de cette région, ainsi que les activités informelles restent marginalement traités du point de vue économique, du fonctionnement des marchés locaux, des filières, ou encore de l'utilisation et de la répartition des bénéfices qu'ils engendrent. Ces aspects sont toutefois bien mis en valeur dans les conclusions. Une connaissance plus fine de ces processus, notamment de leurs dimensions économiques et sociales, permettrait de préciser leur contribution au développement de la région, et ceci dans la perspective de faciliter leur intégration dans les stratégies de développement régional.
- 7 La marginalisation de certaines populations, notamment les petits agro-pasteurs, et de certains espaces, par exemple en montagne, ainsi que l'accroissement des inégalités dans l'accès aux ressources naturelles sont bien explicités : y remédier est une nécessité pour l'équilibre du développement de la Jeffara. L'oléiculture largement soutenue par l'Etat n'a pas contribué à de réels accroissements de revenus pour les agricultures familiales. Le tourisme côtier, en forte croissance depuis les années 1980 engendre des impacts négatifs sur le littoral et peu de retombées économiques sur l'intérieur de la région. Les auteurs en appellent au développement de nouvelles opportunités et modèles de développement, par exemple des formes de tourisme qui soient plus durables et plus équitables ainsi que des agricultures plus diversifiées, orientées vers la qualité et relayées par des filières mieux organisées.
- 8 En dehors du cas des *jessours*, rares sont les données concrètes complémentaires ou illustratives portant sur des pratiques agraires spécifiques et sur leurs déterminants, ou plus généralement sur les notions d'innovation et de valorisation des savoirs, bien qu'elles puissent être pertinentes au titre des bonnes pratiques et dans le cadre d'une telle étude.
- 9 Les auteurs en viennent à souligner que la promotion du développement local repose sur la formation et la participation des acteurs qui faciliteront l'émergence d'associations locales de développement et plus généralement de processus plus efficace de gouvernance locale.
- 10 Enfin, la conclusion proposée fait principalement ressortir les trois axes qui détermineront le futur de cette région et de ses habitants, du point de vue d'un développement durable : « quelle eau pour quels usages, quelle agriculture pour demain, quels nouveaux leviers et initiatives pour un développement local ? ». Ainsi, la publication laisse le soin aux « développeurs » de la région de construire leurs stratégies, sur la base des données et des recommandations issues de cette monographie.
- 11 La première partie décrit le milieu physique et analyse les relations entre les sociétés et leur milieu au fil de l'histoire. Elle fait ressortir les contraintes climatiques, présente un panorama des ressources disponibles, notamment en eau souterraine et en sols et décrit l'évolution des formations végétales et leur dégradation, résultant pour partie de l'emprise croissante des cultures sur un milieu steppique autrefois tourné vers l'élevage transhumant et nomade. Certains aménagements hydro-agricoles datent de l'Antiquité ; ils ont évolué vers les systèmes des *jessours* construits le long des bassin-versants et qui permettent la constitution de sols fertiles en terrasse ainsi que l'alimentation en eau de l'amont en aval des pentes. Ces systèmes souvent arboricoles offrent des niveaux étonnants de productivité.
- 12 L'occupation humaine de la Jeffara est ancienne et caractérisée par la diversité

des populations également liée à des mouvements migratoires importants. Dans les plaines, la valorisation des ressources pastorales était optimisée par des élevages mobiles et par la pratique d'une céréaliculture pluviale irrégulière car tributaire de la qualité des pluies. Les oasis du littoral et les massifs montagneux hébergent depuis des siècles des sociétés agricoles dont l'économie est complémentaire à celle des agro-pasteurs nomades. Sur le littoral, les activités sont également tournées vers la pêche et les produits de la mer. Au plan territorial, on distingue historiquement deux ensembles, la plaine et le littoral d'une part, les montagnes et la cuvette du Dahar d'autre part, autrefois reliés par les échanges de commerce. Dans l'ensemble de la région, les migrations constituent depuis toujours un mode d'adaptation essentiel pour faire face aux aléas climatiques.

13 L'époque coloniale et celle de l'indépendance de la Tunisie ont visé à sédentariser les populations pastorales de la région, par le creusement de puits et l'établissement d'infrastructures de base, ainsi que par la promotion de l'arboriculture. Cette mutation s'est appuyée sur la privatisation des terres de parcours collectives, sur la construction d'axes de communication dans la plaine et l'implantation conséquente de pôles urbains. Ce développement a entraîné, phénomène classique, une descente des populations de la montagne vers les plaines ainsi que le départ de fractions pastorales au sud vers la frontière libyenne. Ainsi, le peuplement et les activités économiques se concentrent aujourd'hui dans la plaine et notamment le long du littoral où les activités de tourisme ont connu une croissance importante depuis les années 1980. Il résulte de ces évolutions une précarité économique des systèmes agropastoraux due à leur déstructuration ainsi qu'à un morcellement du foncier empêchant l'autosuffisance de la plupart des exploitations. La migration est le recours principal pour accroître les revenus familiaux.

14 La deuxième partie fait plus spécifiquement l'analyse des politiques publiques en spécifiant quels ont été leurs impacts sur le développement de la région. Elle précise certaines données de la partie précédente, notamment sur les aspects fonciers et de lutte contre la désertification. Quatre périodes sont distinguées : à la courte période dite « libérale de sédentarisation » du début des années 1960 qui entraîne l'extension des mises en culture par le creusement de puits et la création d'infrastructures basiques, succède une période de collectivisation (1962-1969) qui est un échec. La production agricole diminue, les migrations s'intensifient. Puis, dans la période « libérale timide » (1970-1985), les politiques rurales se réorientent vers une intensification des activités : construction des infrastructures de soutien (puits, pistes) et accès aux aliments concentrés pour l'élevage, promotion de l'oléiculture. Ces investissements publics se font au profit de la plaine et au détriment des montagnes qui connaissent des déficits de main d'œuvre, empêchant l'entretien des aménagements hydro-agricoles. Les villes enfin, bénéficient des infrastructures acheminant l'eau courante et l'électricité. La hausse sensible du niveau de vie tient surtout aux activités informelles et aux transferts des émigrés.

15 Depuis 1986, période de libéralisation économique et de désengagement progressif de l'Etat, le paysage de la région est devenu majoritairement arboricole et oléicole, grâce aux soutiens des pouvoirs publics. Cependant, les manques de technicité des acteurs et de maîtrise de la filière de l'huile d'olive conduisent à la faible qualité du produit final, ainsi qu'à de faibles revenus et investissements. La maîtrise traditionnelle de l'oléiculture est même en voie de disparition. Dans les exploitations, c'est l'élevage qui fournit le plus de revenus et sécurise l'agriculture. L'agriculture irriguée a d'abord été développée dans des périmètres publics, mais depuis les années 1990, les périmètres privés se sont multipliés. Les activités de maraîchage connaissent un succès certain, même si des problèmes de débouchés se posent en raison d'une organisation peu efficace des filières. Agriculture et élevage s'intensifient donc, de façon plus intégrée, ce qui conduit à une artificialisation croissante du milieu. Au plan institutionnel, plusieurs structures d'encadrement ont

été créées pour organiser et promouvoir les activités rurales, mais elles répondent mal aux préoccupations des populations. La décentralisation a pour le moment un impact limité, ce qui serait lié à la faiblesse des budgets disponibles.

16 Les évolutions foncières font ressortir l'ampleur du phénomène de privatisation des terres collectives en même temps que l'extension de l'agriculture, notamment de l'arboriculture en sec. Le morcellement des parcelles amène les populations à souhaiter toujours plus de privatisation quitte à cultiver l'olivier sur des sols non adaptés pour bénéficier des crédits de l'Etat. En même temps on constate des phénomènes de déprise agraire dans les montagnes et l'abandon de systèmes ancestraux de gestion de l'eau. Face à la dégradation des ressources et à la désertification, l'Etat a mobilisé des moyens importants pour conduire des grands travaux de lutte contre l'érosion éolienne et l'ensablement, ainsi que de conservation des eaux et des sols le long des bassins-versants. Ces politiques soulagent momentanément les problèmes de chômage et de pauvreté, mais les investissements réalisés ne sont pas pérennisés par les populations, comme c'est souvent le cas des projets de développement dans la région.

17 La troisième partie présente les populations, leur mobilité et leur ruralité.

18 Les évolutions démographiques sont marquées par un recul de la population dans les montagnes au profit de la plaine, notamment des villes. D'intenses mouvements migratoires internes vers les pôles économiques sont liés à la faible rentabilité des activités agricoles et à la concentration des infrastructures dans les zones ciblées prioritairement par les politiques publiques de développement, comme le littoral touristique et industriel. Il en résulte des déséquilibres territoriaux importants au plan des implantations humaines, de la répartition des activités rurales ainsi que des solidarités familiales, des éléments qui sont argumentés par l'étude d'indicateurs de dispersion familiale. Deux séries d'enquêtes qualitatives et quantitatives permettent d'établir une typologie des agro-pasteurs de la région en lien avec l'occupation du territoire. Elles font notamment ressortir la part secondaire des revenus de l'agriculture et de l'élevage dans les agricultures familiales. Dans la Jeffara, à peine plus d'un tiers des cinq cents ménages enquêtés peut se satisfaire d'une seule source de revenus. Cumuler plus de trois sources de revenus est ainsi un indicateur de précarité. Cependant, les revenus extérieurs sont aussi investis en priorité dans l'exploitation car l'agriculture demeure un fondement de la cohésion sociale et familiale.

19 Les données sur les migrations font apparaître des évolutions contrastées. Dans la région, le déficit migratoire est la règle hormis de rares exceptions (ville de Gabès). Les migrations des chefs de famille engendrent des évolutions positives du point de vue du rôle des femmes dans les décisions économiques et de leur statut familial. Cependant, les migrations concernent de plus en plus l'ensemble des familles, ou deviennent pérennes, participant au vieillissement des chefs d'exploitations rurales et au manque de main d'œuvre agricole. Cette évolution si elle venait à s'intensifier menacerait l'avenir des agricultures familiales et renforcerait les déséquilibres de l'occupation des espaces ruraux.

20 Globalement, les réseaux migratoires sont vitaux pour l'économie de la région, qu'il s'agisse de la dynamique des échanges transfrontaliers avec la Libye ou du développement de circuits circulaires internationaux.

21 La quatrième partie porte sur les enjeux et les concurrences sur les ressources naturelles de la Jeffara. Elle privilégie deux entrées, celle foncière concernant notamment l'appropriation des terres pour l'arboriculture ou pour l'élevage et celle portant sur les ressources en eau et sur leurs usages.

22 La saturation foncière des espaces de piémonts et de plaine provoque l'avancée des mises en culture sur les espaces à la périphérie de la région et encore en propriété collective. Les politiques de l'eau sont présentées selon une approche historique et témoignent du passage d'une politique de l'offre à la mise en place

d'une gestion progressive par la demande. Des données, des graphiques sur les ressources disponibles, notamment en matière d'eaux souterraines, sur l'évolution des niveaux de consommation et les structures de gouvernance de l'eau sont présentés.

23 Les ressources en eau sont fortement exploitées par les prélèvements en eau potable, en particulier pour satisfaire la demande issue du développement du tourisme sur le littoral ainsi que pour l'assainissement. Les auteurs montrent que la compétition pour la ressource est principalement de nature inter-sectorielle, entre fourniture en eau potable et assainissement d'une part et eau agricole d'autre part. Dans le secteur agricole, l'absence relative de compétition tient au faible développement des sources d'eau pour les petits agriculteurs, en dehors de la mise en place de périmètres irrigués bien circonscrits, souvent publics. Le développement des périmètres privés est en plein essor, du fait de nombreuses concessions d'autorisation de forages et d'un intérêt croissant d'investisseurs privés à produire des cultures à forts rendements basées sur des systèmes d'irrigation de haute technicité.

24 Finalement, les inégalités dans l'accès à l'eau ont fortement augmenté, la pression sur les ressources fossiles non renouvelables s'est intensifiée au-delà des capacités de recharge des nappes, ce qui fait de la gestion de l'eau un des enjeux principaux pour l'avenir et le développement de la région, aux plans sociaux, environnementaux et économiques.

25 La cinquième partie s'interroge sur les perspectives de développement de la Jeffara en se référant aux conclusions présentées dans les parties précédentes. Des recommandations sont enfin proposées pour orienter les politiques.

26 Les conditions de vie sont liées à la fois aux ressources en eau et à la possibilité de diversifier les activités économiques sources de revenu. Ainsi, les politiques de gestion de la demande en eau devraient avant tout permettre une certaine équité dans la répartition de l'eau. Les projets étatiques de conservation des ressources en eau et ceux de réutilisation des eaux usées pour l'irrigation sont aussi encouragés.

27 Au niveau régional, un zonage des espaces selon leurs atouts spécifiques pourrait permettre un rééquilibrage territorial des politiques de développement régional, afin d'éviter tout risque d'exode massif et de limiter la privatisation de terres inadaptées à l'agriculture.

28 Au niveau des exploitations, d'autres solutions que la monoculture de l'olivier devraient être identifiées en priorité. De façon générale, les auteurs recommandent de favoriser les systèmes intégrés conciliant les agricultures pluviales et irriguées ainsi que l'élevage, tout en préservant la flexibilité de ces systèmes afin de pallier les aléas climatiques comme économiques. Ils encouragent le développement des zones de steppe réservoirs de biodiversité et support privilégiés de l'élevage sur parcours. La formation des acteurs, à la fois agriculteurs et gestionnaires, et la valorisation des savoirs et savoir-faire existants sont nécessaires pour permettre les innovations d'une part, la qualité et l'exportation de produits spécifiques diversifiés d'autre part.

29 L'approche du développement local est mobilisée pour proposer des formes nouvelles de tourisme durable valorisant les patrimoines culturels, archéologiques, architecturaux et paysagers, par exemple des montagnes. Un exemple est présenté qui s'appuie sur la coopération décentralisée et la mobilisation d'une association locale de développement, ouvrant aussi des perspectives économiques nouvelles en termes de relations entre le local et le global.

30 En matière de lutte contre la désertification, enfin, les politiques nationales ont jusque là délaissé les dimensions socio-économiques du phénomène pour se concentrer sur ses aspects environnementaux. Une approche plus globale ou multi-sectorielle axée sur une compréhension conjointe et contextualisée des dimensions de développement et d'environnement ainsi que sur la participation des populations à leurs choix de développement comme à sa mise en œuvre est fortement

encouragée. Elle permettrait notamment de passer d'une logique de correction à une logique de prévention.

Pour citer cet article

Référence électronique

Mélanie Requier-Desjardins, « Didier Génin, Henri Guillaume, Mohamed Ouessar, Azalez Ouled Belgacem, Bruno Romagny, Mongi Sghaier, Houcine Taâmallah (directeurs scientifiques), 2006, *Entre Désertification et développement La Jeffara tunisienne*, Ed. Cérès, IRA, IRD, Tunis, 351 p. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Lectures, Publications de 2006, mis en ligne le 20 février 2009, Consulté le 13 juillet 2010. URL : <http://developpementdurable.revues.org/index8020.html>

Auteur

Mélanie Requier-Desjardins

Mélanie Requier-Desjardins est économiste, administrateur scientifique au CIHEAM-IAM.M (Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes - Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier).

Droits d'auteur

© Développement durable et territoires